

**Les déterminants de l'investissement
direct étranger(IDE) : Quelle place pour
les facteurs institutionnels?
Etude empirique sur la base des
données de Panel portant sur un
échantillon de 46 pays en voie de
développement**

Abdelkader EL MOUTAOUKIL

Professeur Habilité -Université Ibn Zohr-
Adresse : FSJES B.P 8658 Cité Dakhla Agadir
GSM: 06 62 01 48 60
a.elmoutaoukil@uiz.ac.ma

Abdallah SADIK

Professeur Habilité -Université Ibn Zohr-
Adresse : ENCG B.P 37/S Hay Salam Agadir
GSM : 06 68 72 43 72
a.sadik@uiz.ac.ma

Résumé:

Depuis les années 80, l'attractivité de l'IDE a toujours constitué l'un des vecteurs de croissance pour la plupart des pays en voie de développement(PVD). En effet, les crises de l'endettement ayant secoué ces pays les ont poussés à changer au moins partiellement leurs stratégies de développement.

Sur le plan académique, une littérature abondante souligne les bénéfices attendus de l'IDE en termes de création d'emplois, d'entrée de devises et en termes de 'spillovers'. L'une des interrogations à ce niveau est de savoir les facteurs qui déterminent l'attractivité des IDE.

Différentes théories et études empiriques ont essayé de traiter une telle question. Cet article est une contribution empirique en la matière. Il porte sur un panel de 46 PVD sur la période 1996-2004.

Les conclusions montrent qu'en plus de certains déterminants classiques de l'attractivité de l'IDE, les facteurs institutionnels notamment ceux liés aux libertés économiques à la disposition des investisseurs revêtent aussi une grande importance.

Mots clés : Attraction de l'IDE, facteurs institutionnels, libertés économiques, étude de panel.

Summary: Since the Eighties, the attraction of the foreign direct investment (FDI) became a vector of growth for the most part of developing countries (DC). Indeed, the crises of the debt pushed on the one hand the money-lenders to re-examine the conditions of granting of the credits and on the other hand the DC to change their development strategies at least partially.

Academically, an increasingly abundant literature, theoretical and empirical, underlines the expected benefit of the FDI in terms of job creation, of entry of currencies, competition with the domestic companies and in terms of spillovers. One of the key questions on this level is to know the factors which determine the FDI.

Different theories and empirical analyses tried to treat such a question. This article is an empirical contribution on the matter. It relates to a panel of 46 DC over the period 1996-2004.

The conclusions show clearly that in addition to some classic determinants of the attractiveness of FDI, the institutional factors, in particular those which determine economic freedoms at the disposal of the investors, are important.

Keys words: Attraction of FDI, institutional factors, economic freedoms, developing countries.

ملخص:

العوامل المؤثرة في استقطاب الاستثمار الأجنبي المباشر: أية مكانة للعوامل المؤسسية؟

دراسة تطبيقية اعتمادا على عينة من 46 دولة نامية

مند ثمانينيات القرن الماضي، أعتبر جلب الاستثمار الأجنبي المباشر من بين الركائز الأساسية التي اعتمد عليها النموذج التنموي لغالبية الدول النامية. حيث أن أزمات المديونية التي زعزعت هذه الدول دفعت من جهة بالمؤسسات المالية الدولية إلى مراجعة شروط الاقتراض ومن جهة أخرى أدت بالدول النامية إلى تغيير ولو جزئيا في استراتيجياتها التنموية.

من الجانب الأكاديمي، مجموعة من المقالات أجمعت على المزايا المنتظرة من الاستثمار المباشر كخلق فرص الشغل وجلب العملة الصعبة.

مجموعة من الأبحاث النظرية والتطبيقية حاولت دراسة هذه الإشكالية.

هذا المقال محاولة لتفسير عوامل جلب الاستثمار الأجنبي. وقد استند على عينة من 46 دولة نامية خلال الفترة الممتدة ما بين 1996 و 2004. من بين نتائج هذه الدراسة أنه علاوة على العوامل المعروفة، تلعب العوامل المؤسسية دورا مهما في جلب الاستثمار الأجنبي المباشر ولا سيما تلك التي لها علاقة بالحرية الاقتصادية الممنوحة للمستثمر الأجنبي.

الكلمات المفتاحية: جلب الاستثمار الأجنبي المباشر، العوامل المؤسسية، الحرية

الاقتصادية، دراسة عينة، الدول النامية

Introduction :

L'IDE n'a cessé d'intéresser les PVD, depuis les années 80, surtout ceux qui ont besoin des sources de financement en mesure de substituer aux emprunts devenus de plus en plus difficile à obtenir à cause de la conditionnalité imposée par la banque mondiale et le fond monétaire international.

L'attention suscitée par l'IDE est fondée sur les arguments théoriques avancés par la pensée libérale et véhiculés par les institutions internationales.

En effet, on considère que l'IDE est un vecteur de croissance et de développement indispensable dans la mesure où il permet des bénéfices et des avantages pour les pays d'accueil en termes de création d'emploi, de formation des ressources humaines, d'entrée de devises, de concurrence et de complémentarité avec les entreprises domestiques...etc.

On assista alors à une concurrence acharnée entre les PVD pour attirer le maximum d'investissement.

L'une des questions majeures qui se posent à ce niveau aux chercheurs, mais aussi aux décideurs et responsables politiques, est de savoir les facteurs déterminants de l'IDE.

Cette question a fait coulé beaucoup d'encre aussi bien au niveau théorique qu'au niveau empirique et continue encore à le faire. Cet article est une contribution empirique en la matière.

Dans une première section, nous allons procéder à un bref survol de la littérature théorique sur les déterminants de l'IDE. Dans une deuxième section, et à la lumière de la littérature théorique et empirique mais aussi certaines caractéristiques de la région Moyen orient et Afrique du Nord (MENA), nous discutons les variables en mesure d'être intégrées dans le modèle. Nous montrons également dans le cadre de cette section l'originalité de notre travail.

Dans une troisième section, nous spécifions le modèle à tester ainsi que les sources des données. Enfin, dans une quatrième section, nous avançons les résultats des estimations.

1. Le cadre théorique

La littérature économique est marquée par une abondance des analyses visant à donner une explication aux opérations du business international. L'investissement direct étranger en tant que forme parmi d'autres de ces dernières et en tant que mode d'implantation très sollicité pendant les dernières décennies n'échappe pas à cette remarque.

Ainsi, on peut classer les théories visant à expliquer l'IDE sur la base de plusieurs critères : des théories favorables à l'IDE/ des théories hostiles complètement aux opérations des firmes multinationales (on fait référence ici à l'analyse libérale/l'analyse marxiste), des théories avançant les facteurs macro-économiques/ des théories suggérant des variables micro-économiques, des théories privilégiant des facteurs de localisation/ celles se concentrant sur les stratégies d'entreprises...etc.

Ces différentes théories ont souligné une multitude de facteurs en mesure d'expliquer les flux des IDE. Ainsi, d'une part, les théories des marchés parfaits ont avancés le taux de rendement, la diversification de portefeuille, la taille du marché. D'autre part, les théories des marchés imparfaits ont préconisé d'autres types de facteurs en l'occurrence l'avantage spécifique, l'avantage d'internalisation et les facteurs de localisation. DUNNING, à travers une théorie synthétique, a considéré à partir de début des années 80 qu'on ne peut pas parler de l'IDE que si les trois derniers facteurs sont réunis à savoir les avantages spécifiques, les avantages d'internalisation et enfin les caractéristiques territoires attrayantes.

D'autres théories se sont arrêtées sur la notion de risque (politique, financier et économique) comme fondement de toute explication de la distribution des IDE dans le monde.

Seulement, ce que l'on peut constater c'est que d'une part, il n'existe pas une base théorique unique en mesure d'expliquer tous les flux des IDE. D'autre part, on n'a pas la moindre idée sur l'importance relative des différents facteurs avancés.

Dans ce qui suit, nous allons discuter, dans la section 2, les variables retenues ainsi que la spécificité de notre modèle par rapport aux travaux déjà existants en la matière.

2. Les facteurs retenus

Au terme des analyses théoriques sur les IDE, et les différentes études effectuées dans la région 'MENA', nous pouvons retenir les facteurs suivants que l'on peut regrouper ainsi ¹ :

2.1. Les variables de contrôle retenues:

2.1.1. Les perspectives de croissance :

L'afflux considérable des IDE vers les économies dynamiques au sein du système mondial, en l'occurrence certains pays d'Asie, d'Amérique latine et plus récemment la Chine, soutient l'idée d'un lien fort probable entre le dynamisme interne ou encore les perspectives de croissance et l'attraction en matière d'investissement.

Lim(1983) a considéré qu'une forte croissance économique d'un pays offre des meilleures opportunités aux investisseurs qu'un pays à faible croissance ou un pays qui ne connaît pas de croissance. Les perspectives de croissance donnent également un signe à l'entreprise sur la demande potentielle sur ses produits et/ou services.

On peut utiliser comme indicateurs dans notre spécification, le taux de croissance du produit intérieur brut réel par habitant ($GROWTH_{it}$). Nous retenons cette variable à la suite de Sufian Eltayeb mohamed(2010)², Erdal Demirhan et al(2008)³ et Imad A. Moosa(2006). En effet, la première étude portant sur une analyse comparative de panel portant sur 36 PVD sur la période 1975-2006, a conclu à une corrélation positive et significative du taux de croissance. De même, la deuxième étude a abouti à la même conclusion sur la base d'une analyse transversale portant sur 38 PVD sur la période 2000-2004. Enfin, la troisième sur

1 Pour le choix de l'échantillon des PVD, nous avons retenu comme critère principal le PIB/h et nous considérons qu'un pays en voie de développement est tout pays ayant un niveau de PIB/h inférieur ou égal à 9625 dollars en 2000(critère de la banque mondiale). Sur cette base, l'échantillon compte 155 pays. En deuxième lieu, nous avons exclu les pays dont on ne dispose pas de données sur la plupart des indicateurs retenus dans la modélisation. En fin de compte, notre échantillon est constitué de 46 PVD sur la période 1996-2004 dont six appartiennent à notre région d'étude. Il s'agit du Maroc, Algérie, Tunisie, Egypte, Jordanie et Turquie.

2 SUFIAN ELTAYEB, M., MOISE G. (2010), " Another look at the determinants of foreign direct investment in MENA countries: an empirical investigation".

3 ERDAL, D. et al(2008), 'Determinants of foreign direct investment flows to developing countries: a cross-sectional analysis'.

la base d'une analyse transversale portant sur 18 pays de la région MENA et en menant 35 régressions, a révélé que le taux de croissance est l'une des variables qui se révèlent les plus significatives (3/4 des 35 régressions).

2.1.2. L'investissement domestique : Nous retenons cette variable à la suite Imad A. Moosa(2006). L'investissement domestique donne une idée sur la croissance du stock du capital dans le pays d'accueil. Nous utilisons comme proxy la formation brut du capital fixe (FBCF).

2.1.3. La stabilité macro-économique : Elle est déterminante comme l'un des piliers de la compétitivité des Nations. KEYNES considère que l'inflation confisque la richesse des agents économiques.

Pour tenir compte de la situation macro-économique dont l'impact est considérable sur les opérations d'investissement, nous retenons le niveau d'inflation estimé parla variation de l'indice des prix à la consommation et la solvabilité du pays vis-à-vis de l'extérieur [le total de la dette extérieure par rapport au PIB (% EDETT)].

En plus de ces variables de contrôle qui se sont révélées significatives dans la plupart des études empiriques sur les IDE, l'objectif ultime de notre travail c'est de tester la significativité de deux catégories d'indicateurs, qualifiés de variables d'intérêt, dans 46 PVD dont six pays de la région MENA.

2.2. Les variables d'intérêts retenues :

2.2.1. Le climat des affaires ou la liberté économique⁴ :

On affirme souvent que la performance économique d'un pays est intimement liée à l'environnement des affaires des agents économiques⁵. En effet, les coûts supportés en entamant des opérations de business diffèrent d'un pays à l'autre. Ils dépendent dans une large mesure de la qualité de la gouvernance (institutions, politiques...etc.)

⁴ On peut définir le climat des affaires comme l'ensemble des facteurs de localisation qui exercent un effet sur le désir d'investissement des agents économiques. Si on peut agir sur certains tels que la réglementation, les coûts, les risques..., l'action sur d'autres se révèle difficile (les préférences des consommateurs, le climat, certaines données géographiques...etc.)

⁵ KEEFER ET KNACK(1997) considèrent que l'environnement institutionnel est un facteur déterminant de la capacité des pays pauvres à rattraper les pays industrialisés. De même, d'autres analyses empiriques récentes ont conclu que les différences de productivités et de croissance économique entre pays sont très liées aux différences au niveau du cadre politique, institutionnel et juridique (OCDE 2001, HALL et JONES(1999), KAUFMANN et ALL(1999).

Les études de la banque mondiale, en la matière depuis 2004 dans le projet « pratiques des affaires »⁶, montrent clairement que les pays pauvres qui affichent des besoins énormes en matière de développement sont également ceux qui dressent davantage d'obstacles en matière de la pratique des affaires. Ainsi, selon le rapport 2005, ces pays se caractérisent par des coûts administratifs trois fois plus élevés que les pays riches, des lenteurs administratives deux fois plus élevées et deux fois moins de garanties en matière de protection des droits de propriété.

Pour mesurer ce climat des affaires dans notre étude, nous retenons l'indice de la liberté économique : 'Index of Economic Freedom'(IEF). Ce dernier, tel que définie par ses concepteurs⁷, permet une évaluation des obstacles rencontrés par les agents économiques en poursuivant leurs actions au sein d'une économie.

Il s'agit en fait, d'un indice synthétique établi sur la base de l'analyse de cinquante variables économiques indépendantes et regroupées en dix catégories (la politique commerciale, le fardeau fiscal du gouvernement, la régulation, le secteur informel, les prix et les salaires, finance et banque, les flux des capitaux, droits de propriété, politique monétaire et l'intervention de l'Etat dans l'économie)⁸. L'indice vise alors à décrire les réalités et le climat des affaires dans 161 pays du monde telles quels sont et ne prétend, en aucun cas, à déterminer les politiques optimales.

L'indice reflète également dans une certaine mesure le niveau du risque économique et politique dans un pays donné car généralement les risques sont

⁶ Pratique des affaires est un projet de la banque mondiale dans lequel on compare les facilités de la pratique des affaires dans quelques 145 pays du monde sur la base de l'indice de la facilité de la pratique des affaires qui n'est rien d'autre que la moyenne simple du classement dans les différents aspects de la réglementation (création d'entreprise, redressement judiciaire, recrutement et licenciement, protection des droits de propriété, l'obtention du crédit, l'enregistrement des biens, la logistique des échanges, la fiscalité).

⁷ Heritage Foundation and the Wall Street Journal .

⁸ Il faut bien signaler que le poids des dix catégories est le même pour le calcul de l'indice synthétique. La valeur de ce dernier varie entre 5 (le pays est non libre économiquement et la valeur 1 le pays est libre). A titre indicatif l'indice varie en 2006 entre 1,28 à Hong-Kong et 5 en Corée du Nord.

élevés dans des pays où les institutions sont incapables d'agir favorablement sur le climat qui règne au sein de l'économie⁹.

Pour compléter les différents aspects de la gouvernance cités ci-dessus, nous pouvons introduire dans le modèle deux autres indices. Il s'agit de l'indice des libertés politiques et l'indice de libertés civiles qui vont nous permettre de tester l'impact des libertés individuelles et collectives en matière d'intégration par IDE. Nous considérons que plus ces dernières sont faibles (caractéristiques des régimes non démocratiques), moins il y a de créativité et moins les agents sont incités à investir compte tenu des coûts de transaction qui se présentent.

2.2.2. Les libertés politiques et civiles¹⁰

Nous utilisons les indicateurs de FREEDOM HOUSE(FH)¹¹ pour porter un jugement sur la démocratie dans notre échantillon. Il s'agit de deux indices 'Civil Liberties'(Clit) et 'Political rights'(PRit)¹² qui reflètent les droits politiques et les libertés civiles. Ils varient entre 1 et 7. Les valeurs des indices sont corrélées négativement avec le niveau de libertés et des droits.

Les indicateurs de FREEDOM HOUSE nous permettront alors de compléter l'indice de la liberté économique et donc tester l'apport de la liberté au sens large en matière d'investissement dans notre échantillon de pays¹³.

Cette notion de liberté au sens large permet dans une large mesure de porter un jugement sur le climat des affaires, la gouvernance, la place de l'Etat,

⁹ Un certain nombre de travaux empiriques originaux ont utilisé pour mesurer la qualité des institutions un indice synthétique de risque 'International Country Risk Guide(ICRG). Voir pour plus de détails Laura. ALFARO (2003), 'why doesn't capital flow from rich to poor countries? An empirical investigation'.

¹⁰ Comme fait stylisé, tous les pays riches sont démocratiques. Le seul pays pauvre qui est démocratique dans le long terme est l'Inde. Dans les pays démocratique les droits de propriété sont protégés. Dans les dictatures, les droits peuvent être expropriés par les gouvernements. Par conséquent, ces dernières affichent moins d'incitations à l'investissement et à l'accumulation par rapport aux premières (NORTH 1990, NOLSON 1999). Comme résultat, la démocratie apparaît comme une pré-condition à la prospérité.

¹¹ Organisation non gouvernementale dans les Nations-unies.

¹² L'indice de libertés politiques permet de savoir dans quelle mesure les personnes ont la possibilité de participer au processus des élections et de choisir librement les instances de décisions.

¹³ Il faut bien signaler que les études empiriques effectuées dans ce cadre montrent que les libertés civiles et les libertés politiques sont très liées. Par conséquent, leur introduction simultanée peut conduire à un problème de colinéarité.

ses actions, ses attitudes, son efficacité ainsi que la place du risque dans les économies en question.

2.2.3. Les indicateurs de gouvernance de la banque mondiale :

Pour tester la robustesse des indicateurs de libertés, nous introduisons dans notre modélisation les indicateurs de la gouvernance de KAUFMANN. Nous estimons que les uns et les autres reflètent la même réalité. De tels indicateurs portent sur des aspects institutionnels qui peuvent constituer des avantages ou des obstacles à l'investissement. Il s'agit de l'efficacité du gouvernement, la règle de droit, la réglementation, la corruption, la stabilité politique et les libertés politiques et civiles. Les indicateurs varient entre -2.5 et 2.5 avec des valeurs élevées synonyme d'une meilleure qualité de l'aspect en question.

En guise de conclusion, notre spécification se différencie par rapport aux études effectuées sur la région par la prise en considération de la question de la liberté économique mais aussi politique et civile. Nous considérons que la liberté au sens large est une condition nécessaire pour la pratique des affaires et son niveau dans un pays donné reflète dans une large mesure la qualité de la gouvernance et le climat des affaires.

Logiquement, plus le pays est libre plus les agents économiques sont actifs et plus sont incités à investir étant donné qu'ils font face à des coûts de transaction plus faibles par rapport à un environnement non libre marqué par des contraintes. Nous testons alors l'apport de cette hypothèse en matière de détermination des IDE.

Nous tentons alors de vérifier l'hypothèse selon laquelle l'attractivité des pays diffère selon un certain nombre de caractéristiques de localisation. Nous considérons que parmi les plus importantes figurent le climat des affaires ou encore le niveau des libertés qui règne sur un territoire bien déterminé.

Dans la section 3, qui suit, nous procédons à la spécification générale de notre modèle ainsi que les sources de données utilisées.

3. La spécification du modèle et sources de données :

$$\frac{IDE_{it}}{PIB_{it}} = C + a_1 \times GROWTH_{it} + a_2 \times INVDOM_{it} + a_3 \times INF_{it} + a_4 \times EDETT_{it} + a_5 \times IEF_{it} + a_6 \times CR_{it} + a_7 \times PR_{it} + a_8 \times GOV_{it} + \alpha_i + \varepsilon_{it}$$

Il s'agit dans notre cas d'appliquer l'économétrie de Panel pour comparer la significativité de nos variables d'intérêts dans notre groupe de pays. Au total, l'analyse porte sur 46 PVD dont 6 pays appartenant à la région MENA. La période retenue est 1996-2004. Le tableau 1, ainsi, définit les différentes variables ainsi que les sources des données sous-jacentes :

Tableau 1 : Les variables retenues et les sources des données

Variables	Signification	Signe attendu	Source des données	Remarque
<i>IDE_{it}/PIB_{it}</i>	Les flux nets d'IDE rapporté à la taille économique	aucun	World development indicators	Variable à expliquer
<i>GROWTH_{it}</i>	Perspective de croissance	+	Idem	Variable de contrôle
<i>INVDOM_{it}</i>	Dynamique interne	+	Idem	Variable de contrôle
<i>INF_{it}</i>	Variation de l'Indice des prix à la consommation	-	World development indicators	Variable de contrôle
<i>%EDET_{it}</i>	la solvabilité du pays	-	World Development indicators	Variable de contrôle
<i>IEF_{it}</i>	Le climat des affaires	+	Heritage Foundation& and The Waal Street Journal	Variable d'intérêt
<i>PR_{it}</i>	Les libertés politiques	-	Freedom House	Variable d'intérêt
<i>CR_{it}</i>	Proxy de libertés civiles.	-	Freedom House	Variable d'intérêt
<i>GOV_{it}</i>	gouvernance publique	-	Banque mondiale	Variable d'intérêt

Source: conception des auteurs

4. Résultats des estimations

La modélisation sur la base des données de panel permet au moins deux principaux avantages. D'une part, un plus grand nombre d'observations permises par les deux dimensions individuelle et temporelle de l'analyse. Ceci permet entre autre de meilleure inférence statistique¹⁴. D'autres part, la spécification en modèle de Panel permet de prendre en considération l'hétérogénéité éventuelle dans la dimension individuelle et /ou la dimension temporelle. Ce qui permet en fin de compte d'éviter ou au moins minimiser le biais d'omission de certaines variables.

Avant d'aller plus loin dans notre démarche économétrique, nous représentons la matrice de corrélation de nos variables avant d'entamer la modélisation proprement dit.

4.1. La matrice des corrélations

. correlate FDI IEF PR CR REND NLPHONEQ GDPC
(obs=460)

	FDI	IEF	PR	CR	REND	NLPHONEQ	GDPC
FDI	1.0000						
IEF	-0.3305	1.0000					
PR	-0.3014	0.3066	1.0000				
CR	-0.3488	0.3712	0.8438	1.0000			
REND	-0.1684	0.5277	0.2350	0.3087	1.0000		
NLPHONEQ	0.2851	-0.5694	-0.2884	-0.3353	-0.8982	1.0000	
GDPC	0.1684	-0.5277	-0.2350	-0.3087	-1.0000	0.8982	1.0000

Source : Résultats fournis par le logiciel Stata

Comme on peut bien le remarquer, l'indice de liberté économique, qui reflète le climat de l'investissement ou encore les obstacles rencontrés par les agents économiques dans un pays bien déterminé dans le cadre de leurs actions, est lié négativement au pourcentage des flux nets d'investissements reçus. L'intuition derrière cette corrélation c'est que plus le pays est libre

¹⁴ Selon la loi du grand nombre, plus la taille de l'échantillon est importante plus est importante la qualité des estimateurs.

économiquement (l'indice est faible), plus est important le pourcentage des flux nets d'investissements reçus.

Il faut, cependant, bien remarquer que certains pays malgré leur caractère non libre reçoivent des flux d'IDE importants notamment dans des secteurs des hydrocarbures et miniers. Par conséquent, la part reçue par ces économies n'est pas tout à fait proportionnelle au niveau du climat des affaires qu'ils affichent.

La deuxième observation affichée par la matrice de corrélation ci-dessus c'est que plus le pays est intégré du point de vue commerce international plus est intégré du moins de vue investissement direct étrangers. Autrement dit, le commerce et l'IDE vont la main dans la main. Cette corrélation est conforme à plusieurs analyses empiriques sur les déterminants de l'IDE et qui concluent que les pays les plus ouverts, notamment du point de vue commerce, sont plus attractifs que les pays les moins ouverts (LIPSEY 2000).

La troisième observation relevée montre que plus le pays est libre plus est important son niveau du PIB/h. A la différence des relations précédentes, cette dernière est beaucoup plus nette. Cela tient probablement au fait que l'impact exercé par le niveau de libertés économiques en matière de création de richesse ne passe pas seulement par l'IDE mais aussi par l'investissement domestique.

La dernière observation relevée montre que le niveau des libertés civiles et politiques est corrélé négativement avec le niveau de la richesse(le PIB/h) mais la corrélation semble moins importante en comparaison avec celle des libertés économiques.

En résumé, et malgré les intuitions fournies, la matrice de corrélation malheureusement ne donne pas assez d'informations sur la signification des corrélations établies. Par conséquent, l'analyse économétrique est incontournable.

4.2. Les résultats économétriques:

L'estimation du modèle général donne les résultats suivants:

4.2.1. Estimation du modèle à effet fixe et du modèle à effet aléatoire: On remarque clairement une grande différence entre les paramètres estimés sur la base d'hypothèses différentes sur la nature de l'hétérogénéité individuelle (aléatoire ou fixe). On constate également que les paramètres sont mieux

significatifs dans le modèle à effet aléatoire. Pour choisir, nous performons le test d'HAUSMAN.

4.2.2. Test d'HAUSMAN:¹⁵ Le test d'HAUSMAN montre que les différences de paramètres entre les deux modèles sont réelles. Le modèle le plus adéquat est le modèle à effet aléatoire. Nous corrigeons l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation des erreurs qui portent atteinte à l'efficacité des paramètres.

Avant d'interpréter les différents résultats, nous entamons plusieurs spécifications et voir la significativité de nos variables de libertés avec et sans un certain nombre de variables de contrôle avancés dans la littérature empirique comme déterminants de l'IDE.

4.2.3. Les résultats de l'analyse :

Le tableau 2, ainsi, résume les résultats obtenus.

Tableau 2 : La variable dépendante: les flux nets d'IDE rapporté au PIB:¹⁶

Spécification	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)
Libertés économiques	-1.94***	-1.37***	-1.54***	-1.09***	-0.99***	-0.99***	-1.01***
Libertés civiles		-0.57***			-0.43***	-0.52***	
Libertés politiques			-0.34***	-0.28***			-0.32***
TRADE				1.61***	1.47***	1.43***	1.56***
Lignes téléphoniques				1.13***	1.16***	1.04***	0.99***
Rendement				1.49***	1.62***	1.71***	1.60***
Inflation				-0.42	-0.54		
Dette externe				0.75	-0.62		
M2				-1.26	-0.95		
Constante				14.17***	15.60***	16.43***	15.11***

Source : Résultats fournis par le logiciel Stata

¹⁵ Les mêmes conclusions ont été obtenues en matière du choix du modèle le plus adéquat en performant le test xttest0.

¹⁶ Le signe '***' veut dire un niveau de confiance de 99%. L'application de 'xtreg' conduit à l'inefficacité des paramètres. Nous sommes amenés alors à corriger l'hétéroscédasticité et l'autocorrélation des résidus en appliquant la méthode GLS.

On peut y tirer les conclusions suivantes:

- La première spécification montre que les libertés économiques exercent un effet considérable sur les flux nets d'investissements directs étrangers. En effet, toute amélioration de l'indice de libertés économiques de 1 point permet une amélioration du ratio d'investissement de 1.94 point près.

- Dans la seconde et la troisième spécification, nous avons ajouté successivement un indicateur des libertés civiles et des libertés politiques. Les résultats montrent des paramètres très significatifs (-0.54 et -0.34 respectivement). Cependant, il faut bien remarquer en comparaison avec

les libertés économiques que ces dernières sont plus décisives en matière d'impact sur les flux nets d'IDE.

- Dans la quatrième et la cinquième spécification, nous avons introduit respectivement dans un modèle des niveaux de libertés un certain nombre de variables (des indicateurs avancés très fréquemment dans le cadre de la littérature empirique comme déterminants de l'IDE). Il s'agit du rendement, de l'ouverture économique, de la stabilité macroéconomique (inflation, dette externe), l'infrastructure matérielle, le niveau de développement financier.... L'objectif c'est de voir dans quelle mesure nos variables de libertés restent significatifs en tant que déterminants des flux des IDE après introduction des variables de contrôle. Les résultats affichent une significativité très élevée de nos indicateurs ainsi que les variables de contrôle excepté celles relatives à la stabilité macro-économique et le développement financier¹⁷.

- Dans la sixième et la septième spécification, nous avons supprimé les variables non significatives.

Pour tester la robustesse de nos résultats, nous allons étudier les corrélations entre les indicateurs d'intérêts et les indices de la gouvernance de la banque mondiale en 2002, 2003 et 2004. Voir annexe 2.

¹⁷ Il faut comme même signaler que sur la période étudiée (la fin des années 90 et début des années 2000), les pays en voie de développement affichent en général de bons résultats en matière de stabilité macro-économique grâce aux programmes d'ajustement appliqués sous l'égide des institutions internationales.

4.2.3. La robustesse des résultats obtenus :

Il apparaît des matrices des corrélations que l'indice des libertés économiques en 2002, 2003 et 2004, est très corrélé avec la qualité de la réglementation, l'efficacité du gouvernement et la règle du droit alors que les indicateurs des libertés civiles et politiques sont très corrélés avec l'indicateur 'voix et responsabilisation'.

Conclusion :

Pour conclure, l'analyse de l'intégration par l'IDE dans 46 pays en voie de développement sur la période 1995-2004 dont six appartenant à la région MENA débouche sur le fait que les facteurs institutionnels notamment ceux qui déterminent directement les niveaux de libertés économiques mais aussi politiques et civiles, des composantes majeures du climat des affaires régnant sur un territoire bien déterminé, exercent un impact considérable sur les flux nets d'IDE.

Ils sont des caractéristiques territoriales fondamentales au même titre que les autres caractéristiques relatifs aux fondamentaux d'un pays et qui ont été souligné dans le cadre de la littérature théorique et empirique de l'IDE. Il s'agit notamment de l'infrastructure matérielle, l'infrastructure humaine, la stabilité macro-économique, le ratio des échanges commerciaux, le rendement...etc.

En termes d'implications en matière de politique économique, les PVD, et spécialement les pays de la région MENA, doivent agir sur le niveau des libertés pour améliorer leurs intégrations dans le système économique mondial mais aussi pour faire face au défi majeur relatif à l'amélioration du niveau de vie de la population qui ne cesse de se dégrader dans une grande majorité des pays.

Cela passe évidemment par la création d'un climat favorable à la pratique des affaires en mesure d'inciter les investisseurs nationaux mais aussi étrangers et par conséquent créer des dynamiques en mesure de lever les défis du développement et de l'intégration.

Annexe 1 : L'échantillon de pays

Afrique subsaharienne (12)	MENA(6)	Amérique Latine et caraïbes (20)	Asie et Pacifique (8)
Botswana	Algeria	Argentina	Bangladesh
Cameroon	Egypt, Arab Rep.	Bolivia	India
Cote d'Ivoire	Jordan	Brazil	Indonesia
Gabon	Morocco	Chile	Malaysia
Ghana	Tunisia	Colombia	Pakistan
Swaziland	Turkey	Costa Rica	Philippines
Zambia		Guyana	Thaïlande
Nigeria		Haiti	Sri Lanka
Mali		Dominican Republic	
Kenya		Ecuador	
Madagascar		Guatemala	
Malawi		Honduras	
		Jamaica	
		Mexico	
		Nicaragua	
		Panama	
		Paraguay	
		Peru	
		Uruguay	
		Venezuela, RB	

Annexe 2

```
. correlate PR CR IEF POLSTAB Vaccoun GOVEFFEC REGQUAL LAW if anne==2002
(obs=46)
```

	PR	CR	IEF	POLSTAB	Vaccoun	GOVEFFEC	REGQUAL
> LAW							
> PR	1.0000						
CR	0.9018	1.0000					
IEF	0.3484	0.4846	1.0000				
POLSTAB	-0.4354	-0.5521	-0.4801	1.0000			
Vaccoun	-0.8531	-0.8523	-0.5300	0.6319	1.0000		
GOVEFFEC	-0.3757	-0.4817	-0.7002	0.6920	0.5844	1.0000	
REGQUAL	-0.4655	-0.5622	-0.7418	0.6634	0.6141	0.8595	1.0000
LAW	-0.3715	-0.4613	-0.6195	0.7294	0.5675	0.9179	0.8028
> 1.0000							

```
. correlate PR CR IEF POLSTAB Vaccoun GOVEFFEC REGQUAL LAW if anne==2003
(obs=46)
```

	PR	CR	IEF	POLSTAB	Vaccoun	GOVEFFEC	REGQUAL
> LAW							
> PR	1.0000						
CR	0.9061	1.0000					
IEF	0.3845	0.4626	1.0000				
POLSTAB	-0.3704	-0.4883	-0.5519	1.0000			
Vaccoun	-0.8570	-0.8105	-0.5502	0.5969	1.0000		
GOVEFFEC	-0.4001	-0.4579	-0.7289	0.6078	0.5902	1.0000	
REGQUAL	-0.4805	-0.5274	-0.8371	0.6183	0.6233	0.8962	1.0000
LAW	-0.4101	-0.4488	-0.6469	0.7161	0.5816	0.8977	0.8226
> 1.0000							

```
. correlate PR CR IEF POLSTAB Vaccoun GOVEFFEC REGQUAL LAW if anne==2004
(obs=46)
```

	PR	CR	IEF	POLSTAB	Vaccoun	GOVEFFEC	REGQUAL
> LAW							
> PR	1.0000						
CR	0.9299	1.0000					
IEF	0.3534	0.4724	1.0000				
POLSTAB	-0.4500	-0.6065	-0.5298	1.0000			
Vaccoun	-0.8393	-0.8121	-0.5665	0.6397	1.0000		
GOVEFFEC	-0.4752	-0.5459	-0.7214	0.6078	0.6880	1.0000	
REGQUAL	-0.5101	-0.5796	-0.8517	0.6339	0.7099	0.8792	1.0000
LAW	-0.4147	-0.5346	-0.6999	0.6947	0.6184	0.8998	0.8392
> 1.0000							

Bibliographie

- **ALFARO, L. et al**, (May 2008) « Why doesn't capital flow from rich to poor countries? An empirical investigation ». Harvard Business School and University of Houston. The Review of Economics and Statistics 90, no. 2 : 347–368.
- **BANGA, R.** «Impact of government policies and investment agreements on FDI inflows to developing countries: an empirical evidence». Global Development Network.
- **BELLAK.C** (1998), « The measurement of foreign direct investment : a critical review », International Trade Journal, vol. XII, n°2, pp. 7-12
- **BEVAN, A. et al** (2000), « The determinants of foreign direct investment in transitions economies », London business school.
- **BLOMSTRÖM, M. and KOKKO, A.** (2003), « The economics of foreign direct investment incentives. Working Paper 168. Bundesbank-Conference.
- **BLONIGEN, B.** (2005), « A review of the empirical literature on FDI determinants ». University of OREGON.
- **BOUKLIA-HASSANE et al** (2000), « L'IDE dans le bassin méditerranéen : ses déterminants et son effets sur la croissance économique », Femise research programme.
- **BOUOUIYOUR, J.** (2003), « The determining factors of FDI in MOROCCO », Université de Pau.
- **BOUYEURE, C.** (1993), « L'investissement international » Presse universitaire de France.
- **BRAGA, M. and all**, « The determinants of FDI in developing countries », IPEA Brazil.
- **CHAN, K. et al** (2004), « Risk instability and the pattern of FDI in MENA », IMF.
- **CHAVANCE, B.** (2007), L'économie institutionnelle, Paris, la Découverte, «Repères».
- **CNUCED** (1996), « Rapport sur l'investissement dans le monde : vue d'ensemble », New York et Genève, UNCTAD/DTCI/32.
- **CNUCED**, World Investment Report 1998, Trends and determinants ».
- **CNUCED** (1999), « The investment policy review of Egypt ».
- **CNUCED** (2004), « l'examen de la politique d'investissement en Algérie ».
- **DUNNING, J. H** (1981), « International production and the multinational

enterprise ». London: George allen & Unwin.

- J. **DUNNING**, J. H (1988), « The eclectic paradigm of international production: a restatement and some possible extensions », Journal of international business studies, 19, 1-31.

- J. **DUNNING**, J. H (1993), « Multinational enterprises and the global economy », New York: Addison- Wesley.

- **DUNING**, J. H (1998), « Globalisation, trade and foreign direct investment »

- **DIVARCI**, A. **HISARCIHLAR**, M. et **KAYAM S.** (2005), « Foreign direct investment and development in MENA countries » department of Management Engineering, and FDI Study Group, ITU.

- Heritage Foundation and The Wall Street Journal (1995,...2014), « Index of economic freedom ».

- **EL MOUTAOUKIL**, A. (2004), « L'internationalisation des entreprises: le cas de l'investissement direct étranger ». Mémoire majeur de Master 2. EHESS(Paris).

- **EL MOUTAOUKIL**, A. (2009), « L'intégration économique, par le commerce des biens et par l'IDE, des pays du Sud et Est de la Méditerranée(PSEM) dans le système mondial : la place des facteurs institutionnels ». Thèse de doctorat sous l'encadrement des Professeurs A.IBOURK&J.SAPIR.

- **ELTAYEB**, S M. AND **MOISE**, G. (2010), « Another look at the determinants of foreign direct investment in MENA countries: an empirical investigation ».

- **ENCARNATION**, D. (1995), « regional competition for FDI ? Asia and the global operations of multinational corporations » Kennedy School and Harvard university.

- **ESFAHANI**, HS. (2002), « A re-examination of the political economy of growth in MENA countries", working papers, American university of Beirut.

- **FERNANDEZ-ARIAS**, E. (2000), « is FDI a safer form of financing » inter-American development bank.

- **FONTAGNE**, L. et **PAJOT**, M. (1999), « Investissement direct étranger et échanges extérieurs : un impact plus fort aux Etats-Unis qu'en France », Economie et Statistique N° 326-327.

- **GALLUP**, JL. and **SACHS**, J. and **MELLINGER**, A. (1999), « Geography and economic development » Working paper N°1. Center of international development at Harvard University.

- **GANNAGE, E.** (1984), « Théories de l'investissement directs étranger », Economica.
- **GLOBAL BUSINESS POLICY COUNCIL**(2003), « FDI confidence Index ». A.T. Kearney.
- **HAMDOUCH, B. et CHATER, M.** (2001), « L'impact des accords de libre échange euro-méditerranéens :cas du Maroc », seconde conférence du Femise à Marseille en mars 2001.
- **HYMER, S.** (1976), « The international operations of firms: a study of foreign direct investment », PhD dissertation, MIT.
- **INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION** (2004), « MENA: Adding value to private sector investment », report regional.
- **JAFFRIN, S. et BENEDICT, S.** (2005), « les IDE dans la région MEDA en 2004 », ANIMA N°15 /janvier.
- **KAUFMAN, D.** (2006), « The worldwide governance indicators » 1996-2004.
- **KROGSTROP, S. et MATAR, L.** (2005), « Foreign direct investment, Absorptive capacity and growth in the Arab World », Working Paper N) 02/2005.
- **MAHMOUD, M. et all** (2004), « determinants of FDI in South Asia ».
- **MAILLET, P. et ROLLET, P.** (1991), « L'intégration économique européenne : Théorie et pratique » NATHAN.
- **MICHALET, C.** (1999), La séduction des nations- ou comment attirer les investissements directs étrangers, Economica, Paris.
- **MOOSA, I.** (2002), Foreign direct investment : Theory evidence and practice, Palgrave.
- **MUCCHIELLI, J. et al**(1980), L'échange international : fondements théoriques et analyses empiriques , Economica.
- **MUCCHIELLI, J.** (1998), Multinationales et mondialisation, Editions du Seuil.
- **OMAN, C.** (2000), « Quelles politiques pour attirer les investissements directs étrangers ? Une étude de la concurrence entre gouvernements », OCDE, Collection Etudes du Centre de Développement.
- **OMAN, C. dir.** (1984), « Les nouvelles formes d'investissements dans les pays en développement » ; Etude du centre de développement, Paris, OCDE.
- **ONYEIWU, St.** (2004), « Analysis of FDI flows to developing countries: Is the

MENA region different? » Allegheny College, USA.

- **SEKKAT, K. et al (2004)**, « Does the quality of institutions limit the MENA's integration in the world economy? » Annual bank conference on development economics.

- **WORLD BANK (2004....2015)**, « Doing Business Report ».